

Lettre n°8

Démondialisation ? Quand l'utopie défie le réalisme

« *Le triomphe des démagogues est passager mais leurs ruines sont éternelles* » Charles Péguy

Dans le **rapport de la CIA de 2005** « Comment sera le monde en 2020 ? », on peut lire page 111 : « L'apparition d'une pandémie n'est qu'une question de temps... Dans les mégalo-poles du monde en voie de développement dotées de médiocres systèmes de santé, en Afrique, en Chine, en Inde... Une telle pandémie risquerait de se propager rapidement sur toute la surface du globe... alors la mondialisation serait en péril. La propagation de la maladie mettrait un terme aux voyages internationaux et au commerce mondial sur une longue période. Elle forcerait les gouvernements à dépenser d'énormes ressources dans les structures de santé publique dépassées par la situation... les gouvernements seraient amenés à prendre des mesures de contrôle sur les flux de capitaux, de biens, de personnes et de technologies qui, à leur tour, mettraient la croissance économique en perte de vitesse... ».

Prémonitoire, ce rapport l'a été mais la mondialisation va-t-elle être en péril comme cela est suggéré ? De la mondialisation, il semble que les bénéfices soient oubliés et les maux exagérés. Hier nimbée de vertus, aujourd'hui, accusée d'être à l'origine de la crise. La thèse de la démondialisation, non seulement divise mais elle oppose et, curieusement s'inscrit dans la fracture des sociétés occidentales, celle que **Goodhart** analyse entre « les gens de quelque part » et « les gens de partout », les « Somewhere » face aux « Anywhere ». La démondialisation est-elle souhaitable, est-elle envisageable, est-elle possible ? Sans parti-pris, essayons de conjuguer utopie et réalisme. Des excès peuvent, doivent être corrigés mais, prenons garde. Repli pourrait rimer avec déni, protection avec inflation, confinement avec appauvrissement.

On pourra rappeler successivement les bénéfices et les échecs de la mondialisation, évoquer le ralentissement observé depuis la crise de 2008, explorer le monde de demain.

Les bénéfices et les échecs de la mondialisation :

La mondialisation économique et financière peut être créditée de succès. L'émergence des pays en voie de développement ouverts sur les échanges a été plus rapide que celle des pays fermés sur eux-mêmes, il n'est que d'opposer les deux Corée mais on pourrait ajouter les économies d'Asie du Sud-Est. Le développement d'une classe moyenne prospère dans de nombreux pays émergents a participé de cette ouverture, la sortie de la pauvreté de centaines de millions de personnes est une conséquence heureuse de l'internationalisation. Mais, il est vrai, depuis deux ou trois décennies, les classes moyennes des pays développés, gagnantes de la mondialisation car nombre de produits de consommation sont ainsi moins onéreux, n'ont pas bénéficié de la même croissance de revenus que durant les Trente Glorieuses, les inégalités se sont accrues et la rancœur s'est exprimée dans les urnes avec la poussée des partis populistes et la mise en cause de la démocratie. **Dani Rodrik**, professeur à Harvard, avec son « triangle d'incompatibilité », mondialisation-souveraineté-démocratie, a souligné la difficile conciliation de la souveraineté des Etats avec la mondialisation, d'une démocratie avec une économie ouverte. La globalisation limiterait la liberté d'action des Etats. Sous l'angle commercial, Trump n'hésite pas à imposer des droits de douane et, sous l'angle politique, le Brexit, est une illustration de la volonté de recouvrer la souveraineté.

Le ralentissement structurel et conjoncturel :

Le ralentissement de la croissance du commerce international ne date pas de cette année. Double de la croissance du PIB mondial avant 2008, l'expansion du commerce international a été ensuite en ligne avec celle du PIB. Depuis 2011, les importations, en pourcentage du PIB, des pays de l'OCDE en provenance des pays émergents sont stables mais près de la moitié du chiffre d'affaires des sociétés du S&P500 est assuré hors des

Etats-Unis et c'est plus encore pour les sociétés européennes. Les trois-quarts du chiffre d'affaires des entreprises anglaises du MSCI sont réalisés à l'export.

Les quatre premiers exportateurs mondiaux sont la Chine, avec 12.7% des exportations mondiales, soit un volume d'exportations, \$2500 milliards, presque l'équivalent du PIB britannique, puis les Etats-Unis, 8.6%, l'Allemagne, 8% et le Japon 3.8%. Sous l'angle conjoncturel, l'OMC, Organisation mondiale du commerce, anticipe un recul des échanges de 13 à 32% cette année. La reprise chinoise est freinée car 35% des exportations sont à destination des Etats-Unis et de l'Europe, aujourd'hui à l'arrêt.

Le monde de demain : réorientation et préservation du libre-échange.

La crise actuelle suscitera une réflexion sur la décarbonation des transports, exemple le développement des navires à gaz, sur le « just in time », le zéro stock, les flux tendus, autant de méthodes importées des entreprises japonaises à la fin des années 70. La faiblesse des stocks est une économie mais la rupture de stocks, observée aujourd'hui dans certains secteurs, présente un coût. Un exemple, l'industrie pharmaceutique occidentale parfois paralysée car 60 à 90% des principes actifs sont produits en Chine.

Une distinction devra être opérée entre secteurs à faible valeur ajoutée, le textile par exemple, et secteurs de haute technologie. Rapprocher les usines d'Asie vers l'Europe de l'Est, le Portugal, l'Afrique du Nord est une option pour les premiers. Promouvoir des filières européennes pour les seconds est une possibilité offerte par les progrès de la robotisation et de l'intelligence artificielle et une nécessité si on souhaite des avancées vers l'union en Europe. Les européens amorcent ainsi la mise en œuvre de l'Europe des batteries, devraient réfléchir à d'autres projets communautaires, notamment dans le numérique, une faiblesse pour le continent, et penser à mieux protéger les groupes européens des prédateurs étrangers attirés par le bas niveau des cours. On pense par exemple à la filière automobile ou à certaines banques.

Réindustrialisation de certains pays, régionalisation des échanges, c'est possible, c'est probable dans quelques secteurs, cela réduira les flux d'échange, cela diminuera le déficit commercial de pays comme les Etats-Unis, la Grande Bretagne ou la France, abaissera les surplus commerciaux de la Chine ou de l'Allemagne et amenuisera leur capacité d'acquérir des bons du trésor américains.

La Chine, confrontée à une hausse des coûts salariaux, a déjà perdu des usines ces dernières années au profit du Vietnam, du Bangladesh ou du Cambodge, particulièrement dans le secteur textile. Mais ne rêvons pas, la Chine dispose d'une main d'œuvre formée, domine dans de nombreux secteurs et saura rappeler aux sociétés occidentales que des délocalisations pourraient leur fermer le marché chinois. Dans le même temps, à l'heure des tensions entre la Chine et les Etats-Unis, les chinois irrités par les pressions sur Huawei, accélèrent la mise en œuvre du plan « China 2025 » pour acquérir l'indépendance technologique et la primauté dans des secteurs d'avenir.

Après les discours enflammés en faveur des relocalisations, celles-ci pourraient être concentrées dans quelques secteurs jugés stratégiques, tels la santé, l'énergie avec une relance du nucléaire et un développement du solaire, voire l'alimentation, et cela s'ajouterait au militaire. Enoncer ceci est facile et fera presque l'unanimité mais reste à financer. Les dépenses de santé, hors exception américaine à 18% du PIB reconnue peu efficace, c'est déjà en moyenne 11% du PIB des pays occidentaux. Beaucoup voudraient les augmenter mais, à raison, refusent de réduire les dépenses de retraites, 11 à 13% du PIB, d'éducation, 6% environ des PIB, de recherche 2 à 3% des PIB, de défense 1 à 2% des PIB et il est impossible d'aggraver les déficits. La sagesse voudrait une approche européenne et non purement nationale mais la santé n'est historiquement pas dans les prérogatives de l'Union.

Prenons garde, la fermeture d'un pays, le repli, c'est à terme une perte de compétitivité, la perte de l'aiguillon de la concurrence, le renchérissement du prix des produits, une perte de pouvoir d'achat et un surcroît d'inflation.

Dans nos pays prospères mais vieillissants, dans nos économies riches mais souvent stagnantes, la fermeture des frontières signifierait la perte, pour nos entreprises de l'accès au marché chinois et ses 1.4 milliard d'habitants, au marché indien et ses 1,35 milliard d'habitants, au marché africain, 1,2 milliard aujourd'hui, 2,5 milliards en 2050. Trois grands marchés portés, à des degrés divers, par la dynamique de croissance des classes moyennes, leurs envies de consommer des biens durables comme des produits de luxe. Autant de savoir-faire portés par les sociétés européennes.

Conclusion :

La crise le montre, il y a communauté de destins dans le monde. L'interdépendance entre les Etats n'est pas simplement économique, financière et commerciale, ne doit pas se résumer à une optimisation des coûts. Depuis septembre 2001, l'interdépendance politique dans la lutte contre le terrorisme est une donnée, aujourd'hui, l'interdépendance sanitaire apparait plus nettement que lors de l'épidémie du Sras ou d'Ebola et demain l'interdépendance climatique pourrait prendre une dimension plus tragique si rien n'est fait. Tourner le dos au multilatéralisme, comme le fait Trump, est une erreur et ne l'oublions pas, quelques décennies après la Peste noire des années 1350, la Renaissance s'était imposée avec un formidable développement des échanges.

Il faut donner un nouvel élan au multilatéralisme, aux organisations internationales, l'OMC, Organisation mondiale du commerce, entravée par Trump, la Banque Mondiale, à même de venir en aide aux plus pauvres, le FMI, sollicité par 102 pays, capable d'offrir des aides d'urgence à hauteur de \$100 milliards, de décider d'un moratoire sur les intérêts de la dette des pays les plus pauvres et de mobiliser \$1000 milliards, mais aussi, comme l'avait dit Albert Camus, le 10 décembre 1957, dans son discours à Stockholm lors de la réception du Prix Nobel « *Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse* ». Gageons un discrédit de certains régimes populistes, le Brésil par exemple, inaptes dans la gestion de la crise, un renforcement de la dimension numérique de la mondialisation, un maintien de la dimension financière, la circulation des capitaux, une érosion conjoncturelle des échanges de biens, un affaiblissement temporaire de la circulation des personnes. La forte croissance du transport aérien est interrompue, le développement du tourisme de masse marque un arrêt mais ferons-nous le même constat dans quelques années ?

Genève, le 20 avril 2020



Bruno Desgardins
Directeur de la Gestion